

Nous publions des textes faisant suites ou qui nous paraissent complémentaires à celui de J.Wajnsztej *Les indignés : écart ou sur-place ? Désobéissance, résistance et insubordination* . La lettre suivante de J.Wajnsztej renvoie à la lecture de la chronique d'Alain Accardo sur le blog des éditions Agone intitulé [Indignation moyenne](#).

Henri, Anne et d'autres

J'ai lu le texte d'A.Accardo sur Agone. Je le trouve particulièrement convenu dans la mesure où il ramène ce qui se passe à ce qui s'est déjà passé. C'est la négation de tout événement, même si bien sûr il n'est pas interdit de rechercher des similitudes historiques. D'autre part, derrière la reconnaissance d'une moyennisation de la société qui devrait lui faire abandonner une analyse strictement classiste des rapports sociaux ou alors en présenter une nouvelle version, Accardo nous ressort l'antienne d'une « petite bourgeoisie » qui ne ferait que s'opposer formellement au pouvoir dominant car en fin de compte elle en servirait les intérêts. On ne comprend d'ailleurs pas bien si elle servirait ces intérêts (du pouvoir dominant) par le fait que finalement elle les partagerait fondamentalement (en participant à la dynamique d'ensemble) ou si c'est parce qu'objectivement son action ferait leur jeu. Bref, après les étudiants petits bourgeois révoltés et enragés de 1968, les indignés petits bourgeois de 2010 !

De la même façon qu'il ne faut pas confondre révolte et indignation, il ne faut pas confondre révolte et résistance et par exemple la « résistance ouvrière » dont parle Henri provient plus souvent de l'indignation que de la révolte ce qui ne l'empêche pas d'être une pratique et pas simplement un état d'esprit. Il me semble que la question n'est pas tant de savoir pourquoi la résistance ouvrière est aujourd'hui si faible (ça on peut y répondre assez facilement), mais bien de savoir pourquoi la révolte (ouvrière ou autre) ne gronde-t-elle pas encore ?

Dans tous les cas, il me semble qu'on gagnerait à clarifier les termes et c'est pour cela qu'à Temps critiques nous avons essayé de le faire dès 2009, donc avant le mouvement des indignés, à partir de l'exemple des « enseignants désobéisseurs », puis en intégrant les nouvelles données. C'est ce qui a donné le texte : « Les indignés : écart ou surplace » (désobéissance, résistance, insubordination) que je vous ai adressé dernièrement.

Ne pas ou plus reconnaître certains concepts du marxisme orthodoxe, tel celui sur la petite-bourgeoisie devenu la tarte à la crème des staliniens et même des trotskistes ne doit pas nous faire tomber dans d'autres schémas aussi usés tel celui des « classes moyennes en voie de prolétarisation », perspective d'un programme prolétarien de la fin XIXème-début XXème rendu complètement obsolète par des rapports sociaux de production au sein desquels la force de travail est devenue potentiellement de plus en plus surnuméraire ; ou celle des « classes moyennes déclassées » à la Maurin ou même celle des « classes moyennes

plongées petit à petit dans l'austérité » (Henri).

Elles souffrent toutes de l'emploi d'un pluriel qui est certes pratique pour les distinguer d'autres classes qui seraient fortement définies par leurs conditions, statuts et identités, mais ce n'est plus le cas. L'avantage devient alors un inconvénient et un inconvénient qui s'accroît quand ces classes moyennes apparaissent comme les classes centrales ou les plus nombreuses, si ce n'est d'un strict point de vue comptable, du moins au point de vue idéologique et culturel. En effet, si l'ascenseur social semble bloqué, si les perspectives des jeunes générations diplômées ne sont pas bonnes, cela n'empêche pas que le processus de moyennisation se poursuive, justement à travers cet accès au diplôme et à d'autres moyens comme l'utilisation des NTIC, à l'adoption de comportements ne correspondant ni au modèle ouvrier ni au modèle bourgeois. C'est la perspective de cette moyennisation qui n'est plus la même. Alors qu'elle apparaissait éthique et progressiste parce qu'à portée universalisante, elle apparaît aujourd'hui particularisante, productrice d'inégalités et de marginalisation.

Cela me semble une erreur de se poser la question de la « solvabilité » des classes moyennes quand le niveau d'épargne des ménages en France est l'un des plus élevés du monde derrière celui du Japon. Après, c'est au pouvoir de faire des choix politiques (il en existe !) afin de rétablir une confiance qui ne soit pas celle des marchés (ceux-ci questionnent les Etats et les politiques et les agents économiques, puis réagissent en fonction des messages qu'ils reçoivent, ils ne commandent pas). Je ne développe pas ce point, mais ce serait une erreur de croire qu'il n'y a qu'une seule réponse à la « crise » (la réponse libérale) dans le cadre des rapports sociaux capitalistes et même qu'il n'y aurait qu'une seule réponse au sein même du camp libéral.

Le problème est plutôt celui de la solvabilité des exclus de la moyennisation et plus généralement de la reproduction d'ensemble des rapports sociaux (problème qui s'exprime concrètement dans la question récurrente de la « sécurité » qui n'est pas uniquement un thème électoral).

L'utilisation du terme d'oligarchie me semble de plus en plus abusif et pour tout dire dégradé. C'est devenu un « fourre tout » aussi commode que le terme de classes moyennes, mais beaucoup plus dangereux. Ce ne peut être un hasard s'il est aujourd'hui employé aussi bien par l'extrême droite que par la gauche et l'extrême gauche pour désigner et dénoncer un pouvoir qui serait devenu hors sol. Il devient alors facile d'en appeler au « peuple réel » des frontistes ou à « la démocratie réelle » des indignés comme si personne ne participait à la reproduction de ce pouvoir. Les utilisateurs français de cartes bancaires et bénéficiaires d'autorisation de découverts, les jeunes espagnols qui achètent leurs appartements avant même d'avoir commencé à travailler, les anciens marins grecs devenus gérants de flux touristiques n'ont pas dénoncé cela avant le retournement de tendance parce que justement tout cela n'est pas le produit d'une oligarchie, mais d'un rapport social globalement accepté.

Une acceptation, ratifiée en quelque sorte dès 1989 à la chute du mur de Berlin qui n'a pas salué l'arrivée d'un autre devenir, bien au contraire. Si on tient à garder ce terme d'oligarchie, on peut dire que ce n'est pas l'oligarchie qui a créé le retournement de tendance (la « crise »), mais le retournement de tendance qui fait resurgir des tendances oligarchiques.

Non Henri, « l'oligarchie » n'est pas folle (« elle scie sa propre branche »). Les gigantesques investissements qui s'effectuent encore aujourd'hui, en pleine « crise » le montrent. Il n'y a pas là recherche de profit à court terme! Si folie il y a, c'est peut être bien plus dans la croyance que cette croissance puisse justement être encore de long terme sans rien changer. C'est aussi pour cela que des affairistes de tout poil recherchent le profit à court terme, mais c'est rare qu'ils se situent dans le peloton de tête...s'ils ne font que ça.

Bien à tous,

Jacques Wajnsztein